

Mariano Rajoy

Le hussard de Madrid

Pris dans la tempête indépendantiste catalane, le chef du gouvernement espagnol est admiré par certains, mais détesté par une grande partie du pays

MADRID - correspondance

Cet homme-là a surmonté bien des tempêtes. Il a survécu au vent du changement, à la naissance de nouveaux partis, aux scandales de corruption de sa propre formation politique et même à l'impopularité des mesures d'austérité mises en place pendant la crise. La Catalogne sera-t-elle finalement son tombeau politique ? Mariano Rajoy, chef du gouvernement espagnol depuis 2011, a tenté d'appliquer au nationalisme catalan sa stratégie habituelle : laisser filer le temps, espérer qu'il résolve le conflit ou pourrir la situation, attendre que l'adversaire recule ou adhère à sa position, par pragmatisme ou par lassitude. Ce choix tactique n'a pas eu le succès escompté à Barcelone, où les indépendantistes radicaux ont opté pour la rébellion. Vendredi 27 octobre, M. Rajoy a joué sa dernière carte en faisant voter au Sénat l'application de l'article 155 de la Constitution, qui permet la mise sous tutelle de la Catalogne et la destitution de son gouvernement. Dans le même temps, au parlement catalan, les indépendantistes votaient l'indépendance.

A-t-il jeté de l'huile sur le feu du nationalisme catalan – une accusation récurrente – ou a-t-il répondu de la seule manière possible à la menace de division de l'Espagne ? Ni l'un ni l'autre, ou peut-être les deux : cet homme est un mystère. Personnalité politique sans charisme, dont la principale qualité est la résilience, il est admiré par les siens, détesté par une large majorité de ses concitoyens, souvent moqué, parfois vanté. Cet amateur de cigares au flegme légendaire est-il un inconscient qui a laissé prospérer le séparatisme sans réagir « par paresse », comme l'affirme au *Monde* un ancien nationaliste catalan modéré souvent appelé à le côtoyer par le passé ? Ou bien est-il le dynamiteur intentionnel du bloc nationaliste qui a présidé aux destinées de la Catalogne pendant près de trente ans ?

Face à la montée de l'indépendantisme depuis 2012, ses seules réponses ont été de brandir la loi et de déposer des recours devant le Tribunal constitutionnel. « Il est fils

de juge et fonctionnaire de l'Etat, explique sa plus proche collaboratrice, la secrétaire d'Etat à la communication, Carmen Martínez Castro. Pour lui, il est simplement incompréhensible que la loi puisse être ignorée. »

« REMETTRE LE NAVIRE À FLOT »

De fait, Mariano Rajoy est avant tout un notable de province, né en 1955 à Saint-Jacques-de-Compostelle (Galice, nord-ouest du pays). Fils d'un magistrat et d'une infirmière, il devient « conservateur des hypothèques » en 1979. C'est aussi un conservateur tout court. De ceux qui n'aiment guère le changement, fuient les joutes politiques et se veulent avant tout des gestionnaires, sans solides convictions idéologiques. A part peut-être une seule : l'unité du pays.

Dès l'âge de 22 ans, il s'engage à Alianza Popular, l'ancêtre du Parti populaire (PP, droite), créé par un ancien ministre de Franco. Il gravit, un à un, les échelons du pouvoir : conseiller municipal, député régional, président de province et vice-président de Galice. Le voici bientôt à Madrid, où il devient député en 1989. A l'arrivée à la tête du gouvernement de José María Aznar, en 1996, dont il a dirigé la campagne, il est nommé ministre des administrations publiques, puis de l'éducation et enfin de l'intérieur avant de devenir vice-président et porte-parole du gouvernement. Modéré, ouvert au dialogue, il est un peu le ministre à tout faire du PP,

parti où se rassemblent tous les courants de la droite espagnole.

Désigné président de cette formation en 2003, il résiste, pendant les huit ans qu'il passe à la tête de l'opposition, à deux défaites électorales (2004 et 2008) et à diverses tentatives internes pour le faire chuter. Lorsqu'il est élu chef du gouvernement, en 2011, c'est davantage par rejet du pouvoir socialiste en place qu'en raison de ses propres mérites. Sa cote de popularité restera basse. Une fois encore, seule sa patience et sa capacité de résilience lui permettent de se maintenir, en 2016, malgré les affaires de corruption visant son parti, le PP. Il a visé juste en parlant sur la division de la gauche, entre le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le parti de la gauche radicale Podemos. Tout comme il était persuadé que la fragile union entre les trois formations du bloc indépendantiste – la droite nationaliste, la Gauche républicaine et l'extrême gauche révolutionnaire – finirait par exploser.

L'homme a le cuir dur. De quoi se croire invincible face à une fronde catalane qu'il n'a jamais vraiment comprise. « Il est dépourvu de tout sentiment d'identité lié à sa terre, la Galice, comment peut-il comprendre ce qui se passe ici ? », résume un ancien dirigeant de la coalition nationaliste catalane Convergence et union (CiU) qui l'a beaucoup fréquenté. Non seulement il ne l'a pas comprise, mais il l'a nourrie. C'est lui qui, en 2006, mène la campagne contre le nouveau statut d'autonomie catalan. Voté au Parlement régional, au Congrès des députés espagnols et par référendum dans toute la région, il est en partie censuré

par le Tribunal constitutionnel en 2010, après un recours du PP, ce qui provoque les premières grandes mobilisations indépendantistes. Pendant des mois, M. Rajoy a rassemblé 4 millions de signatures dans toute l'Espagne contre ce statut qui, selon lui, menace l'unité du pays en proclamant l'existence d'une « nation » catalane, la prédominance du catalan sur le castillan et en jetant les bases d'une justice locale contrôlée par le gouvernement catalan. « Ce n'est pas une initiative de droite, de gauche ou du centre, mais de défense des règles du jeu de la Constitution de 1978, de la nation espagnole et de l'égalité entre les Espagnols », dit-il alors. Il assure, lui, que les effets du texte se verront « dans les prochaines années ». Et de prédire que « l'Etat va s'affaiblir ».

« Rajoy a une grande vision politique, il ne perd jamais ses nerfs, il est très serein, et agit toujours selon ce qu'il considère être le bien commun et l'intérêt général, assure le délégué

du gouvernement espagnol en Catalogne, Enric Millo. Il n'agit pas en pensant à de possibles bénéfices électoraux. » Une opinion qui ne fait pas consensus en Espagne. « Si la Catalogne devient un jour indépendante, Mariano Rajoy aura gagné le droit historique d'avoir une grande avenue à Barcelone avec une statue en bronze, comme père fondateur de la patrie », affirmait, le 1^{er} octobre, le directeur du site d'information *Eldiario* dans un éditorial.

« LE PRÉSIDENT PLASMA »

En Catalogne, où le PP plafonne à 10 % des voix, bien peu comprennent sa passivité face à la montée de l'indépendantisme, son silence et son manque de courage politique pour s'adresser aux centaines de milliers de personnes qui manifestent en faveur de l'indépendance chaque année depuis 2012 lors de la Diada, le jour de la Catalogne. Si ce n'est qu'il voulait, en écrasant la révolte, souder son propre camp. « Il avait hérité d'un pays en crise, il devait remettre le navire sur les flots, tente de justifier M. Millo. C'est un homme ordonné. » Il a donc préféré regarder ailleurs, parler de la « majorité silencieuse », ignorer le problème en pensant que la reprise économique suffirait à apaiser le mal-être. Il ne s'est pas donné la peine de prendre des mesures symboliques, comme le lui soufflaient des nationalistes modérés, pour montrer aux Catalans que le problème le préoccupait. Quand l'ex-président de la Catalogne, Artur Mas, est venu lui demander un « pacte fiscal », en 2012, il a argué qu'il ne pouvait rien lui offrir tant que la crise économique ne serait pas enrayée. Beaucoup de nouveaux indépendantistes ont vu dans sa passivité la marque d'un « mépris ». Et en ont conclu que l'Espagne « ne les aime pas ».

Alors que tous les présidents du gouvernement espagnol ont offert aux nationalistes de nouvelles compétences, en échange de leur soutien ou de la contenance de l'indépendantisme, Mariano Rajoy est resté droit dans ses bottes. Dans un entretien publié dimanche 1^{er} mai 2016 par le journal ultra-conservateur *La Razon*, il résumait ainsi sa philosophie : « Il ne faut pas dédaigner les vertus de la prudence. Si tu ne sais pas où aller ou

si on veut t'emmener vers un endroit qui ne t'intéresse pas et ne te convient pas, le mieux est de rester tranquille.» Cette politique de l'autruche, il l'a également appliquée aux premiers soupçons de comptabilité irrégulière et de corruption au sein du PP, en 2013. Face à la montée des scandales, il a remplacé les conférences de presse par des déclarations retransmises aux journalistes à travers une télévision. Pour les Espagnols, il est alors devenu « le président plasma ».

Dans sa tour d'ivoire de la Moncloa, siège de l'exécutif et résidence du chef du gouvernement, située à l'écart du centre-ville de Madrid, cet homme sympathique, qui aime avant tout commenter les résultats sportifs avec ses amis, ne s'est jamais vraiment soucié de la communication. *« Il pense que les journalistes de toute façon écrivent ce qu'ils veulent »*, résume un ancien chargé de presse du gouvernement. Sous la pression des principaux médias espagnols et de ses électeurs, qui lui

demandaient d'agir vite et avec fermeté pour mettre fin au processus de sécession en cours, il a vu des caricatures de lui en poule mouillée circuler sur Internet, tandis que l'ancien président conservateur José María Aznar lui reprochait son *« incapacité »*. Il n'a pourtant pas bougé d'un pouce. Ses proches assurent qu'il n'a pas un ego démesuré. Lui-même se vante souvent de ne pas lire la presse, à l'exception du quotidien sportif *Marca*...

LES CATALANS AU BORD DE LA FALAISE

Ce maître du temps a donné aux indépendantistes la possibilité de rectifier le tir, convaincu qu'ils entendraient tôt ou tard la *« raison »*. La sienne. Pour lui, pas question d'autoriser un référendum et de prendre le risque de balkaniser l'Espagne, déjà fortement marquée par quarante ans de violence séparatiste basque. En janvier, lors d'un déjeuner tenu secret avec Carles Puigdemont, il a bien essayé de réorienter la demande de référendum d'autodétermination des indé-

pendantistes vers une négociation politique, mais il s'est heurté à un mur. *« Référendum ou référendum »*, lui a répondu Puigdemont.

En laissant ensuite les indépendantistes aller au bout de leur défi, il les a poussés au bord de la falaise, face à des réalités qu'ils avaient niées ces dernières années : fuite d'entreprises, fracture sociale, radicalisation... *« Il a fait naître un sentiment espagnoliste que nous n'avions jamais vu en Catalogne, avec ces drapeaux espagnols pendus aux fenêtres »*, se réjouit une fonctionnaire catalane de la délégation du gouvernement à Barcelone. De fait, les indépendantistes, passés de 28,2 % de la population catalane fin 2011 à 48,5 % fin 2013, sont retombés à 34,7 % en juin 2017, selon le Centre d'étude d'opinion catalan. Reste à savoir si cette crise servira de vaccin contre le séparatisme ou si, au contraire, elle signera le début de la fin de l'Espagne contemporaine. ■

SANDRINE MOREL